
Visite de travail avec le Secrétaire d'Etat au Budget et du Portefeuille de l'Etat

04 Février 2019 – Maison de l'Entreprise

MOT DE BIENVENUE DU PRESIDENT DE LA CGECI

- **Monsieur le Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat**
- **Monsieur le Directeur Général des Impôts,**
- **Monsieur le Directeur Général des Douanes,**
- **Mesdames et Messieurs les Directeurs Centraux,**
- **Mesdames et Messieurs les Administrateurs du Patronat Ivoirien,**
- **Mesdames et Messieurs les Présidents de Groupements et associations du secteur privé ;**
- **Mesdames et Messieurs les Présidents de Commissions**

- **Mesdames et Messieurs les responsables d'entreprises**
- **Chers Adhérents,**
- **Honorables invités,**
- **Mesdames et Messieurs,**

Monsieur le Secrétaire d'Etat,

Le Conseil d'Administration et les membres de la CGECI ont l'immense plaisir de vous recevoir ce jour au sein de la Maison de l'Entreprise et voudraient par ma voix, vous exprimer la cordiale bienvenue à vous et à l'ensemble de votre délégation.

La qualité et la composition de celle-ci montrent tout l'intérêt que vous accordez aux cadres de dialogue qui existent entre nos institutions. Il faut dire que les exigences de l'actualité économique et les défis qui nous engagent, rendent de plus en plus nécessaires et indispensables ce dialogue entre le secteur privé et l'administration fiscale.

C'est la raison pour laquelle nous avons répondu, sans aucune hésitation, à votre double souhait, exprimer dans les courriers que vous nous avez adressés, d'échanger sur la politique fiscale, des trois prochaines années, envisagée par le Gouvernement et sur les préoccupations du secteur privé en liaison avec le département que vous dirigez.

Merci donc Monsieur le Secrétaire d'Etat pour l'initiative de cette visite de travail au secteur privé.

Monsieur le Secrétaire d'Etat, nous ne cachons pas que le thème que vous avez choisi, sans nul doute à dessein, pour votre exposé de ce jour est d'un grand intérêt pour nos membres et pour l'ensemble du secteur privé.

Nul besoin de rappeler tous les travaux sur le sujet qui ont mobilisé et continuent de mobiliser les énergies de l'Administration et du Secteur privé et dont la trame essentielle a été consignée dans le projet de réforme fiscale acceptée par le Gouvernement en 2015.

Selon donc notre compréhension, la politique fiscale de la Côte d'Ivoire pour les trois prochaines années se fondent nécessairement sur cette réforme dont nous appelons la mise en œuvre de tout notre vœu.

D'ailleurs, le Premier Ministre Amadou Gon Coulibaly, Ministre du Budget et du Portefeuille de l'Etat, lors de sa rencontre avec le secteur privé, sous la forme d'un petit déjeuner débat tenu dans cette même salle en juillet 2017, s'était prononcé pour une application intégrale de cette réforme sur la période 2018 – 2020. Nous sommes obligés de constater que nous accusons, en dépit de notre volonté, un retard d'une année sur le calendrier indiqué par le Premier Ministre. Toutefois, si vous et vos collaborateurs y consentez, nous pourrions la mettre en œuvre sur la période 2019 – 2021.

Mesdames et Messieurs, c'est aussi l'occasion de rappeler que son Excellence Monsieur le Premier Ministre au cours de la cérémonie d'installation du Comité de Suivi de Réforme Fiscale (COSREF), a également indiqué

l'importance pour nos organisations de travailler de façon consensuelle.

Monsieur le Ministre, Messieurs les Directeurs Généraux, ne perdons pas de vue que l'ensemble des propositions formulées par la réforme fiscale, ont pour objectif d'adapter le système fiscal ivoirien aux ambitions économiques et sociales de notre pays et d'assurer l'éclosion d'un secteur privé dynamique.

Monsieur le Ministre, comme vous le voyez, la CGECI estime, et à juste titre, que la réforme fiscale a pris en compte la quasi-totalité de nos préoccupations et propositions. Ainsi donc, son application urgente et complète est toujours attendue par nos entreprises et l'ensemble du secteur privé. Mais en le disant, je suis conscient d'anticiper à la fois sur votre présentation de tout à l'heure et surtout sur les échanges qui vont en découler.

A ce propos, vous avez souhaité des échanges sincères et fructueux, et c'est tout à votre honneur. Nous nous sommes donc efforcés de réunir dans cette salle, conformément à vos

souhaits, une trentaine d'entreprises, de toute taille et de divers secteurs d'activité. Bon nombre de ces entreprises étaient déjà là il y a un mois à l'occasion de la présentation de l'annexe fiscale 2019. Elles répondront également présentes à l'appel de la CGECI si nous la convions à nouveau pour préparer la loi de finance 2020.

C'est sur cette invitation à poursuivre et renforcer le dialogue entre nous que je voudrai clore mes propos et laisser la parole à celui que nous sommes tous venus écoutés, à savoir M Sanogo Moussa, Secrétaire d'Etat, auprès du Premier Ministre chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat ou devrais-je dire Président du Comité de Réforme.

Je vous remercie de votre très aimable attention

JEAN MARIE ACKAH